



**CAHIER DES CLAUSES  
ADMINISTRATIVES PARTICULIERES**

**C.C.A.P. N° 25022 du 24/07/2025**

CNRS - Délégation Ile de France Gif sur Yvette  
Avenue de la Terrasse  
91190 Gif sur Yvette

**Objet de la procédure : Réalisation d'une enquête comparative par téléphone (CATI) et par internet (CAWI) sur les jeunes françaises contemporaines pour le laboratoire PRINTEMPS – Professions, institutions, temporalités - du CNRS.**

Acheteur : Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) – Le Délégué régional pour la Délégation Ile de France Gif sur Yvette - avenue de la Terrasse – 91190 Gif sur Yvette (Siret : 180089013-00635).

Prescripteur du besoin :  
Laboratoire PRINTEMPS  
UFR des Sciences sociales UVSQ - Bâtiment Vauban  
47 Bd Vauban  
78280 GUYANCOURT

## *Table des matières*

<b>Lexique.....</b>	<b>4</b>
<b>1. OBJET DE L'ACCORD CADRE .....</b>	<b>5</b>
<b>2. PROCEDURE ET REGLEMENTATION APPLICABLES .....</b>	<b>5</b>
<b>3. DOCUMENTS CONTRACTUELS REGISSANT L'ACCORD CADRE.....</b>	<b>5</b>
<b>4. DURÉE DE L'ACCORD CADRE .....</b>	<b>6</b>
4.1. Durée globale de l'accord cadre .....	6
<b>5. CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES .....</b>	<b>7</b>
<b>6. ASSURANCES.....</b>	<b>8</b>
<b>7. VOLUME DES PRESTATIONS ASSUREES PAR LE TITULAIRE.....</b>	<b>9</b>
<b>8. PRIX.....</b>	<b>9</b>
8.1 Contenu du prix.....	9
8.2 Clause de réexamen.....	9
<b>9. MODALITES DE PAIEMENT .....</b>	<b>10</b>
9.1 Avance.....	10
9.2 Formalités et modalités d'envoi des factures.....	10
9.3 Délais de paiement .....	12
9.4. Intérêts moratoires et indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.....	12
<b>10. MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE .....</b>	<b>12</b>
10.1 Réunion de démarrage .....	12
10.2. Les intervenants de l'accord cadre .....	12
10.4 Organisation des prestations.....	13
10.5 Modalités des échanges : priorisation des échanges électroniques .....	13
10.6 Modalités de passation des commandes :.....	14
10.7 Clauses de sureté .....	15
<b>11. CLAUSE SOCIALE .....</b>	<b>15</b>
<b>12. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE.....</b>	<b>15</b>
<b>13. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS .....</b>	<b>15</b>
13.1 Opérations de vérifications.....	15
13.2 Déroulement des opérations de vérification.....	15
13.3 Décision après vérification.....	15
<b>14. MODIFICATIONS DE L'ACCORD CADRE EN COURS D'EXECUTION.....</b>	<b>16</b>

14.1 Modifications techniques mineures .....	16
14.2 Modifications relatives au titulaire de l'accord cadre .....	16
14.2.1 Modifications mineures .....	16
14.2.2 Modifications majeures .....	16
<b>15. SOUS TRAITANCE .....</b>	<b>16</b>
<b>16. PENALITES.....</b>	<b>17</b>
<b>17. RESILIATION DE L'ACCORD CADRE.....</b>	<b>17</b>
<b>18. PARTICULARITES POUR LE TITULAIRE .....</b>	<b>18</b>
18.1 Obligations de conseil .....	18
18.2 Obligation du titulaire .....	18
18.3 Respect des dispositions du code du travail .....	19
18.4. Documents à fournir en cours d'exécution .....	19
<b>19. CLAUSES PARTICULIERES D'EXECUTION DE L'ACCORD CADRE.....</b>	<b>20</b>
<b>20. RESPONSABILITE ET GARANTIE .....</b>	<b>20</b>
20.1 Responsabilité.....	20
20.2 Garantie de l'équipement.....	20
<b>21. GARANTIES FINANCIERES.....</b>	<b>20</b>
<b>22. STIPULATION PARTICULIERE .....</b>	<b>20</b>
<b>23. PROPRIETE INTELLECTUELLE .....</b>	<b>20</b>
<b>24. PROCEDURE EN CAS DE LITIGE .....</b>	<b>20</b>
24.1 Règlement amiable .....	20
24.2 Procédure contentieuse.....	21
<b>25. REDRESSEMENT JUDICIAIRE ET LIQUIDATION DE BIENS .....</b>	<b>21</b>
<b>26. DISPOSITIONS DIVERSES .....</b>	<b>21</b>
26.1 Cession de l'accord cadre .....	21
26.2. Droit applicable .....	21
26.3 Cession et nantissement .....	21
<b>27. LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS ET COMPLEMENTS AU CCAG/FCS.....</b>	<b>22</b>

## Lexique

« **CNRS** » : désigne le Centre National de la Recherche Scientifique agissant en qualité de Bénéficiaire des prestations.

« **Titulaire** » : la ou les personnes co-contractantes désignées dans l'acte d'engagement du présent accord cadre.

« **Acheteur** » : désigne le Délégué Régional. Il est le donneur d'ordre de l'accord cadre pour le compte duquel l'accord cadre est exécuté. Il est responsable de la passation et du suivi d'exécution de l'accord cadre.

« **Ordonnateur** » : désigne le Délégué régional chargé de prescrire l'exécution des dépenses.

« **Agent comptable** » : désigne l'agent chargé d'effectuer le paiement des dépenses dont l'exécution a été prescrite par l'Ordonnateur. L'agent comptable est précisé dans le présent accord cadre.

« **CCTP** » : désigne le cahier des clauses techniques particulières. Ce sont les stipulations qui donnent une description précise des prestations à réaliser.

« **Prestation** » : désigne l'ensemble des tâches prévues au accord cadre qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur.

« **CCAG** » : Cahier des clauses administratives générales, désigne des documents types fixant les dispositions applicables à une catégorie d'accord cadre.

« **PRINTEMPS** » : désigne le Laboratoire– Professions, institutions, temporalités - du CNRS.

## ***1. OBJET DE L'ACCORD CADRE***

Le présent accord cadre a pour objet la réalisation d'une enquête comparative par téléphone (CATI) et par internet (CAWI) sur les jeunes françaises contemporaines.

Les prestations comprennent à minima :

- *La préparation des enquêtes et les enquêtes CATI et CAWI*
- *La restitution des données*
- *Le rapport technique*

La description détaillée des prestations et de leurs spécifications techniques et fonctionnelles figure dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

## ***2. PROCEDURE ET REGLEMENTATION APPLICABLES***

La procédure de passation de l'accord cadre est soumise aux dispositions du code de la commande publique. Elle est passée selon la procédure d'appel d'offres ouvert en application des dispositions des articles L2124-2 et R2124-2/1° du Code de la commande publique.

Il s'agit d'une prestation de service ou de fourniture sous la forme d'un accord cadre à bons de commande conformément aux articles R2162-1 à R2162-6 et articles R2162-13 à R2162-14 du code de la commande publique.

Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable au marché est celui relatif aux marchés publics de fournitures et services (CCAG/FCS) approuvé par Arrêté du 30 mars 2021, publié au Journal Officiel du 1<sup>er</sup> avril 2021, sauf pour les stipulations auxquelles le présent CCAP déroge.

Bien que non matériellement joint à l'accord cadre, le CCAG/FCS est réputé être parfaitement connu des parties. Le Titulaire ne peut pas se prévaloir de la méconnaissance des documents généraux contre l'acheteur. Le CCAG/FCS est consultable sur le site : <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>

## ***3. DOCUMENTS CONTRACTUELS REGISSANT L'ACCORD CADRE***

Conformément à l'article 4 du CCAG/FCS, les pièces contractuelles constitutives du présent accord cadre sont les suivantes, dans l'ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement (ATTRI 1) et son annexe n°1 le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières C.C.A.P n° 25022 du 24/07/2025.
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable au marché est celui relatif aux marchés publics de fournitures et services (CCAG/FCS) approuvé par Arrêté du 30 mars 2021, publié au Journal Officiel du 1<sup>er</sup> avril 2021
- L'offre technique du titulaire constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre décroissant de priorité :

- Le cadre de réponse technique (CRT)
- Tout document joint en complément du cadre de réponse technique dont la liste exhaustive est fournie par le Titulaire au point 2 du CRT

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord cadre listées ci-dessus, la documentation de rang supérieur prévaut pour l'obligation en cause dans l'ordre dans lequel ces pièces sont énumérées.

**Il est expressément stipulé que toute clause portée dans l'offre ou dans une documentation quelconque du Titulaire qui serait contraire aux dispositions des pièces constitutives de l'accord cadre est réputée non écrite.**

**Les conditions générales et particulières de vente du Titulaire éventuellement annexées à son offre technique et commerciale ne sont pas applicables au présent accord cadre. Elles ne constituent pas des documents contractuels.**

Les originaux des documents listés ci-dessus sont conservés par l'acheteur et font seul foi en cas de litiges ou de contestations.

Ces documents constituent l'intégralité de l'accord cadre et les obligations de l'acheteur et du Titulaire.

#### **Notification :**

Par dérogation à l'article 4.2.1 du CCAG/FCS, la notification de l'accord cadre consiste en la remise d'une copie, délivrée sans frais par l'acheteur au titulaire, de l'acte d'engagement signé par l'acheteur. Cette remise est opérée par échange dématérialisé au travers de la plate-forme de dématérialisation des procédures de marché de l'Etat : PLACE.

Du fait de l'apposition de la signature de l'acheteur sur l'acte d'engagement, les pièces mentionnées au présent article 3 deviennent contractuelles.

#### **Pièces à remettre au titulaire :**

L'acheteur remet au titulaire, sur demande écrite du titulaire, sans frais, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement de l'accord cadre.

## ***4. DURÉE DE L'ACCORD CADRE***

### **4.1. Durée globale de l'accord cadre**

Le présent accord cadre prend effet à compter de sa date de notification au titulaire pour une durée de huit mois.

Les prestations démarrent selon le délai indiqué dans le CCTP, notifié au titulaire sous la forme d'un bon de commande. Ces prestations sont exécutées durant la période de validité de l'accord cadre.

Le délai d'exécution de l'accord cadre public comprend les enquêtes CATI et CAWI, les fichiers informatiques de l'ensemble des données, le verbatim et la remise du rapport technique.

Le délai d'exécution du titulaire ne comprend pas :

- Les contrôles quantitatifs et qualitatifs

L'accord cadre n'est pas reconductible.

## ***5. CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES***

### **5.1 Obligation de confidentialité**

En complément de l'article 5 du CCAG/FCS, les prestations, objet du présent accord cadre, procurent par nature au titulaire une grande visibilité sur le fonctionnement interne du laboratoire PRINTEMPS/CNRS, de ses partenaires industriels et commerciaux (fournisseurs) et de l'objet de ses recherches expérimentales.

L'engagement de confidentialité du Titulaire prend fin 10 ans après la date de signature du présent accord cadre. Le Titulaire reste tenu par les dispositions du présent article dans l'hypothèse d'une rupture anticipée de l'accord cadre et notamment en cas de résiliation.

### **5.2 Protection des données à caractère personnel**

Conformément à l'article 5.2 du CCAG/FCS, chaque partie au présent accord cadre est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent accord cadre et ce durant tout le temps où celles-ci produiront ses effets entre les présentes parties.

Certaines données transmises par l'acheteur au titulaire en application du présent accord cadre constituent des données à caractère personnel.

Chaque partie au présent accord cadre est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du présent accord cadre et ce durant tout le temps où ceux-ci produiront ses effets entre les présentes parties.

L'acheteur, en sa qualité de responsable de traitement et le titulaire, en sa qualité de sous-traitant assurent et préservent la sécurité, la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience des systèmes de traitement et des données contenues.

En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, l'accord cadre peut-être résilié pour faute en application de l'article 41 du CCAG FCS.

Le titulaire s'engage à ne traiter des données transmises que pour les seules finalités décrites dans le présent accord cadre, conformément aux modalités exposées par l'accord cadre et à toutes instructions complémentaires données par l'acheteur. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation d'une disposition en vigueur, il en informe immédiatement l'acheteur.

Le cas échéant, le titulaire collabore avec l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impacts relatives à la protection des données.

Le titulaire veille à ce que les personnels autorisés à traiter les données à caractère personnel s'engagent à en respecter la confidentialité ou soient soumis à une obligation légale appropriée de confidentialité et reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.

Le titulaire s'oblige à prendre toutes précautions utiles afin de les protéger contre toute destruction accidentelle ou illicite, perte, altération, diffusion et de garantir que les données ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement et atténuer les éventuelles conséquences négatives d'une faille de sécurité.

Il met à la disposition de l'acheteur toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues au présent article et pour permettre la réalisation d'audits par l'acheteur ou tout auditeur dûment mandaté par lui.

Le titulaire s'engage à communiquer à l'acheteur dans les meilleurs délais, et sous 48 heures au plus tard après en avoir pris connaissance, la survenance de toute faille de sécurité ayant des conséquences directes sur le traitement des données personnelles ou sur le fonctionnement du système de traitement. Il lui fournit notamment toute information relative à la nature de la violation, au nombre de personnes concernées, aux catégories et au nombre d'enregistrements de données à caractère personnel concernés, ainsi qu'aux conséquences probables de la violation, aux mesures prises pour y remédier et atténuer les éventuelles conséquences négatives. Il conserve en outre tout document relatif à la violation de données, ses effets et les mesures prises pour y remédier.

Par ailleurs, il s'engage à coopérer avec l'acheteur, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, dans toute la mesure du possible, à permettre l'exercice, par les personnes concernées, de leurs droits d'accès, d'opposition, de rectification ou de suppression prévus par la réglementation.

Le titulaire ne peut sous-traiter l'exécution des prestations à une autre entité ni procéder à une cession du présent accord cadre sans l'accord écrit préalable de l'acheteur et dans le respect de la réglementation applicable.

Dans ce cas, le sous-traitant du titulaire est tenu de respecter les obligations du présent accord cadre. Il appartient au titulaire de s'assurer que son sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences des dispositions en vigueur. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur des éventuels manquements de son sous-traitant en matière de protection des données.

En cas de changement de sous-traitance ayant un impact sur les données à caractère personnel et sur le niveau d'engagement du titulaire au titre du présent accord cadre, ce dernier s'engage à le notifier à l'acheteur dans les plus brefs délais.

Le traitement des données ne peut être localisé en dehors de l'Union européenne, sans être en stricte conformité avec les obligations énoncées dans les clauses contractuelles types de la Commission européenne ou de la CNIL applicables au transfert de données.

Le cas échéant, le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données.

En cas de manquement à ces dispositions, la responsabilité du titulaire pourra être engagée, sans préjudice d'éventuelles actions récursoires pour les dommages qui lui sont imputables

## **6. ASSURANCES**

En complément de l'article 9 du CCAG/FCS :

-le Titulaire doit souscrire, tout au long de la durée de l'accord cadre auprès d'une ou de plusieurs compagnies d'assurances, l'ensemble des polices d'assurances exigées au titre de l'exécution des obligations qui lui incombent en application de l'accord cadre et visant notamment à garantir la couverture des risques inhérents aux prestations qui lui sont confiées ;

-au cours de l'exécution de l'accord cadre, en cas de renouvellement ou de modification de la police d'assurance, le Titulaire doit présenter à l'acheteur (ou sur demande de celui-ci) une attestation d'assurance actualisée, par voie électronique dans les quinze jours suivant le renouvellement ou la modification. Le niveau minimum de garantie, mentionné ci-dessous, doit être maintenu.



La police d'assurance souscrite par le Titulaire doit garantir au minimum les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que le Titulaire est susceptible d'encourir vis-à-vis du CNRS et des tiers, à la suite de tous dommages corporels, matériels ou immatériels (que ces derniers soient consécutifs ou non à des dommages corporels et/ou matériels) survenant pendant ou après la réalisation des prestations objet de l'accord cadre.

## **7. VOLUME DES PRESTATIONS ASSUREES PAR LE TITULAIRE**

Les prestations confiées au titulaire seront exécutées en fonction du seuil suivant :

- seuil maximum pour la durée globale de l'accord cadre : 200 000 € HT, est fixé dans l'acte d'engagement par le CNRS.

Il correspond aux prestations forfaitaires que le CNRS pourra être amené à commander. Les prestations occasionnelles seront déclenchées par bons de commande, le délai d'exécution sera indiqué sur chaque bon de commande.

## **8. PRIX**

Le présent accord cadre est conclu à prix unitaires fixés dans le bordereau de prix unitaire.

### **8.1 Contenu du prix**

Les prix indiqués dans le BPU incluent toutes les prestations liées à l'exécution de l'accord cadre et décrites dans les documents de cet accord cadre (BPU, CCAP et CCTP).

Les prix du bordereau de prix unitaire sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, l'assurance, le conditionnement, le stockage éventuel, le transport, ainsi que toutes les prestations prévues au CCTP sous la responsabilité et à la charge du titulaire.

Il est réputé comprendre, également, toutes charges correspondantes à l'obligation faite au titulaire de maintenir des moyens d'intervention en personnel et en matériel, en vue d'assurer l'ensemble des prestations prévues dans les conditions de l'accord cadre.

### **8.2 Clause de réexamen**

#### **8.2.1. Evolutivité du bordereau de prix unitaires**

Le bordereau de prix unitaire (annexe 1 de l'acte d'engagement) est évolutif et permet l'introduction de prestations supplémentaires ou modificatives dont la réalisation est nécessaire au bon achèvement des prestations. Celles-ci sont introduites dans le cadre de l'accord cadre, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant.

Pour ce faire, le titulaire adresse, par messagerie électronique, à l'acheteur, une proposition financière.

L'acheteur adresse au titulaire un exemplaire du BPU modifié par voie dématérialisée PLACE pour notification et prise d'effet. Cette transmission vaut acceptation par le CNRS.

L'évolutivité du bordereau de prix ne doit pas dépasser 20 % du nombre de lignes initial.

#### **8.2.1 Variation de prix**

Les prix sont fermes pendant toute la durée de l'accord cadre.

## **9. MODALITES DE PAIEMENT**

### **9.1 Avance**

Conformément à l'article B.11.1 du CCAG/FCS, une avance pourra être versée au titulaire sauf renoncement de celui-ci dans l'acte d'engagement, dès lors que le montant initial du bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et que le délai d'exécution soit supérieur à deux mois, conformément à l'article R.2191-16 du code de la commande publique.

Son montant sera égal à 5% du montant toutes taxes comprises TTC du bon de commande.

Au titre du présent accord cadre, l'article R.2191-7 du code de la commande publique s'applique : « Lorsque le titulaire de l'accord cadre public, ou son sous-traitant admis au paiement direct, est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux minimal (5%) de l'avance est porté à 10 % pour les marchés publics passés par les établissements publics administratifs de l'Etat ».

Elle sera versée dans le mois qui suit la notification du bon de commande de manière automatique sans que le titulaire de l'accord cadre n'ait de démarches préalables à effectuer.

### **9.2 Formalités et modalités d'envoi des factures**

Le règlement des factures est effectué après service fait pour les prestations émanant d'un bon de commande.

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG/FCS, si la facture n'est pas conforme aux conditions du présent document, elle est rejetée par le CNRS. Le titulaire de l'accord cadre renvoie une nouvelle facture conforme.

#### **9.2.1 Formalisation des demandes de paiement**

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro en application des textes précités.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

- Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>
- Par dépôt au format PDF
- Par saisie en ligne dans le portail

Le créancier non encore concerné par l'obligation de dématérialisation transmet ses demandes de paiement :

- soit sur le portail mutualisé de l'Etat Chorus Pro, le titulaire applique alors les stipulations mentionnées ci-dessus.
- soit sous format papier selon les indications du paragraphe suivant.

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont :

- CNRS (SIRET n°180089013 03720) ;
- Le code service de l'entité CNRS facturée UMR 8085
- Le numéro d'engagement juridique (numéro de l'accord cadre indiqué sur l'entête de l'acte d'engagement - ATTRI1) notifié par le CNRS.

Les factures doivent comporter, outre les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique, les renseignements complémentaires suivants :

- la désignation du titulaire (nom et adresse complète + siret) mentionnées lors de la notification de l'accord cadre,
- l'objet et le numéro de l'accord cadre CNRS ainsi que le numéro du bon de commande CNRS,
- la mention CNRS et le nom et adresse de l'unité :

Laboratoire PRINTEMPS  
Université Saint Quentin  
47 Bd Vauban  
78280 GUYANCOURT

- le numéro et la date de la facture,
- le numéro de la commande,
- la période facturée,
- la désignation des prestations unitaires
- la date de livraison/ exécution,
- le montant total HT,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total TTC,
- le numéro d'identification TVA intracommunautaire
- le nom de l'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement,
- la désignation du comptable assignataire de la dépense,

### **9.2.2. Modalités de paiement**

Les modalités de paiement applicables au présent accord cadre résultent des dispositions des articles L2192-10, L2192-12 à L2192-14 et R.2192-10 et R.2192-12 à R2192-15 du Code de la commande publique ainsi qu'aux dispositions du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013.

L'ordonnateur chargé d'émettre le titre de paiement est :

**Monsieur le Délégué Régional CNRS Ile de France Gif sur Yvette.**  
**Avenue de la Terrasse**  
**91198 GIF SUR YVETTE CEDEX**

Le comptable assignataire de la dépense est :

**L'Agent Comptable Secondaire de la Délégation CNRS Ile de France Gif sur Yvette**  
**Avenue de la Terrasse**  
**91198 GIF SUR YVETTE CEDEX**

#### En cas de groupement

L'article 12 du CCAG/FCS est applicable.

En complément de l'article 12 du CCAG/FCS, sur Chorus Pro, chaque membre du groupement doit disposer d'une structure et d'un identifiant propres pour pouvoir émettre ses factures. Le mandataire, désigné pour représenter les autres membres, prend connaissance des factures transmises par le ou les cotraitants.

Le cotraitant transmet sa demande de paiement dans Chorus Pro et doit identifier le mandataire.

Chorus Pro notifie au mandataire par courriel de la facture émise par le cotraitant pour validation.

En cas de refus de validation par le mandataire, le processus s'arrête et le cotraitant doit soumettre une nouvelle demande de paiement.

La facture n'est acheminée vers l'acheteur par le portail que si elle a été validée par le mandataire.

### 9.3 Délais de paiement

Les paiements des prestations réalisées sont réglés dans un délai global de paiement de 30 jours calendaires maximum à compter de la réception par le CNRS de la facture correspondante à la prestation réalisée.

La date de réception par le CNRS de la demande de paiement transmise sur le portail Chorus Pro correspond :

- lorsque les factures sont transmises par échange de données informatisé, à la date de notification du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail Chorus Pro ;
- lorsque les factures sont transmises par le mode portail ou service, à la date de notification au CNRS du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur ce portail.

Le délai de paiement peut être suspendu par le CNRS s'il constate que la demande de paiement ne comporte pas l'ensemble des pièces et des mentions prévues par la loi ou par le présent CCAP ou que celles-ci sont erronées ou incohérentes.

La suspension du délai de paiement fait l'objet d'une notification au Titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception. Cette notification précise les raisons imputables au Titulaire qui s'opposent au paiement, ainsi que les pièces à fournir ou à compléter.

A compter de la réception de la totalité de ces éléments, un nouveau délai de paiement de trente jours est ouvert.

Le paiement est fait par mandat administratif au compte ouvert au nom du Titulaire à partir de son relevé d'identité bancaire (RIB) original.

Le Titulaire s'engage à informer le CNRS de toute modification de son RIB.

Le comptable assignataire est celui qui est désigné dans l'acte d'engagement.

### 9.4. Intérêts moratoires et indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement

Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit et sans aucune formalité, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros et des intérêts moratoires au bénéfice du Titulaire ou du sous-traitant payés directement.

Les intérêts moratoires sont calculés sur la base du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue à l'accord cadre ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal, incluse.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours (45) calendaires suivant la mise en paiement du principal.

## ***10. MODALITES D'EXECUTION DU MARCHE***

### 10.1 Réunion de démarrage

Sans objet

### 10.2. Les intervenants de l'accord cadre

Le titulaire désigne nommément, dès la notification de l'accord cadre, les personnes responsables du suivi d'exécution pendant toute la durée de l'accord cadre, il transmet leurs coordonnées à l'acheteur par courriel aux adresses qui lui seront communiquées après notification de l'accord cadre.

Si cette personne désignée nommément par le titulaire n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire doit en informer sans délai l'acheteur et prendre toutes les dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations.

Le titulaire désigne un remplaçant disposant des compétences équivalentes à l'acheteur par courrier électronique, dans un délai de 30 jours avant la prise d'effet de ce changement.

Après notification de l'accord cadre au Titulaire, l'acheteur désigne également la ou les personnes chargées du suivi de l'exécution de l'accord cadre et en informe le Titulaire. Le Titulaire est alerté, par la messagerie de la plateforme PLACE, de tout changement.

#### 10.4 Organisation des prestations

Le titulaire s'engage à suivre l'organisation des prestations indiquée dans le CCTP notamment :

- Enquête entre le décembre 2025 et fin février 2026
- Remise du rapport technique et du verbatim : 20 jours après la fin du terrain, soit au plus tard le 20 mars 2026.

#### 10.5 Modalités des échanges : priorisation des échanges électroniques

Les échanges d'informations émanant de l'acheteur vers le Titulaire sont adressés via la messagerie PLACE sous forme d'échange de courriers et de documents électroniques.

Les échanges d'informations émanant du titulaire vers l'acheteur sont formulés par **voie électronique**, sous forme d'échange de courriers et de documents électroniques.

A compter de la notification de l'accord cadre, l'acheteur et le Titulaire se communiquent les adresses électroniques dédiées aux échanges liés à cet accord cadre. Les parties s'engagent à se signaler mutuellement les modifications apportées à ces adresses.

La documentation technique doit être envoyée par voie électronique permettant de déterminer de façon certaine la date de réception.

Les documents sont transmis sous fichiers .doc, .docx, .xls, .xlsx, ou .pdf ainsi que les formats imposés et mentionnés dans le CCTP.

Le destinataire d'un courrier électronique doit accuser de sa réception à l'expéditeur, par retour de courrier électronique dans un délai maximal de soixante-douze (72) heures ouvrées suivant la réception du courrier électronique.

Si le courrier électronique est adressé par l'expéditeur après 17h00 (heure de Paris), la date à prendre en compte est celle du lendemain, à partir de 9h00 (heure de Paris). Si cette date est un samedi, un dimanche ou un jour férié (en France ou dans le pays du Titulaire), la date et l'heure à prendre en compte sont celles du premier jour ouvré qui suit, à compter de 9h00 (heure de Paris).

Passé ce délai, le courrier électronique est réputé avoir été reçu à la date d'envoi majoré de soixante-douze (72) heures ouvrées.

Après notification de l'accord cadre, pour les correspondances écrites et les réunions relatives à l'accord cadre, les langues autorisées sont le français ou l'anglais à la demande de l'acheteur. Un traducteur peut être nommé par le titulaire de l'accord cadre si nécessaire.

## 10.6 Modalités de passation des commandes :

Les bons de commande sont émis par le CNRS et définies dans le bordereau de prix unitaire au fur et à mesure des besoins, pendant toute la durée de l'accord cadre.

Les bons de commande peuvent être adressés par tous moyens et jusqu'au dernier jour de validité de l'accord cadre, notamment par messagerie ou courrier postal avec accusé de réception du titulaire par le même moyen.

Le délai d'exécution est indiqué sur chaque bon de commande et commence à courir à compter de la date de réception du bon de commande par le titulaire.

Chaque bon de commande doit comporter à minima les renseignements suivants :

- La référence du présent accord cadre ;
- Le numéro du bon de commande ;
- le montant des prestations à régler ;
- La désignation de l'unité ou service destinataire des prestations ;
- La désignation des prestations ;
- La date ou la période d'exécution ;
- Le lieu d'exécution ;
- la signature de l'ordonnateur ou de son représentant habilité ;
- l'adresse de facturation.

En cas de problème ou d'impossibilité à livrer dans les délais, le titulaire devra prévenir par messagerie électronique le représentant habilité du prescripteur dans les 24 heures.

### Modification d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'acheteur pourra modifier les prestations objet du bon de commande correspondant. L'acheteur émet alors un bon de commande rectificatif comportant les mentions visées à l'article 12.2 ci-dessus rectifiées.

Dans l'hypothèse où la modification du bon de commande entraîne une réduction du champ d'intervention du titulaire et qu'elle est directement et exclusivement imputable au pouvoir adjudicateur, celui-ci prendra à sa charge les frais engagés par le titulaire du fait du démarrage de l'exécution du ou des bons de commandes correspondants jusqu'à l'ordre de modification, sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés et de leur utilité.

Dans les autres cas, la modification d'un bon de commande ne donnera lieu à aucune indemnisation de la part du pouvoir adjudicateur.

### Suspension d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'acheteur peut en suspendre l'exécution pour une durée indiquée au titulaire. Cette suspension ne donne lieu à aucune indemnisation de la part de l'acheteur.

À l'expiration de cette durée, l'acheteur peut soit autoriser la reprise de l'exécution du bon de commande ayant fait l'objet d'une suspension, soit émettre dans les conditions mentionnées ci-dessus, un bon de commande rectificatif, soit interrompre le bon de commande dans les conditions mentionnées ci-dessous.

### Interruption d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, le pouvoir adjudicateur peut en interrompre l'exécution. Cette interruption ne vaut pas résiliation du marché.

Dans l'hypothèse où l'interruption du bon de commande est directement et exclusivement imputable à l'acheteur, celui-ci prendra à sa charge les frais engagés par le titulaire du fait du démarrage de l'exécution du ou des bons de commandes correspondants jusqu'à l'ordre d'interruption, sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés par lui et de leur utilité.

Dans les autres cas, l'interruption d'un bon de commande ne donnera lieu à aucune indemnisation de la part de l'acheteur.

### Annulation d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, l'acheteur peut en demander l'annulation. Cette annulation ne vaut pas résiliation du marché.

Dans l'hypothèse où l'annulation du bon de commande est directement et exclusivement imputable à l'acheteur, celui-ci prendra à sa charge les frais engagés par le titulaire du fait du démarrage de l'exécution du ou des bons de commandes correspondants jusqu'à l'ordre d'annulation, sous réserve que le titulaire justifie des frais réellement exposés par lui et de leur utilité.

Dans les autres cas, l'annulation d'un bon de commande ne donnera lieu à aucune indemnisation de la part de l'acheteur.

### 10.7 Clauses de sureté

Si le titulaire ne pouvait remplir ses obligations par suite de circonstances de force majeure, il rechercherait avec le CNRS toutes les mesures à prendre afin d'éviter un arrêt définitif des prestations et d'organiser la poursuite d'une exploitation, même partielle, après avoir fixé de nouvelles conditions contractuelles adaptées aux circonstances créées par ce cas de force majeur.

## **11. CLAUSE SOCIALE**

Sans objet

## **12. CLAUSE ENVIRONNEMENTALE**

Sans objet

## **13. CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### 13.1 Opérations de vérifications

Les opérations de vérification sont effectuées par le laboratoire PRINTEMPS/CNRS dans les conditions de l'article 28.2 et 28.3 du CCAG/FCS.

Le délai imparti pour procéder aux opérations de vérifications et notifier sa décision conformément à l'article 28.2 du CCAG/FCS est de 15 jours.

### 13.2 Déroulement des opérations de vérification

L'article 28.2 et 29 du CCAG/FCS s'applique.

### 13.3 Décision après vérification

Le laboratoire effectue les opérations de vérification à la remise des résultats de l'enquête.

Au terme de la phase des opérations de vérification par PRINTEMPS/CNRS, l'acheteur notifie au titulaire par tous les moyens écrits sa décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet conformément à l'article 30 du CCAG/FCS.

Si l'acheteur ne notifie pas sa décision au terme des délais de vérification, les fournitures sont réputées reçues et conformes aux exigences de l'accord cadre, sans qu'aucune formalité particulière ne soit nécessaire.

## ***14. MODIFICATIONS DE L'ACCORD CADRE EN COURS D'EXECUTION***

### **14.1 Modifications techniques mineures**

Des modifications techniques mineures peuvent survenir sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant dès lors qu'elles n'entraînent pas de modifications de prix et de délais et qu'elles ne modifient pas les conditions d'exécution de l'accord cadre.

Toutefois, ces modifications doivent être préalablement approuvées par les deux parties sous la forme d'un accord écrit. Ces modifications ne doivent ni changer l'objet de l'accord cadre, ni modifier substantiellement les caractéristiques techniques de l'offre présentée par le titulaire de l'accord cadre lors de la mise en concurrence.

### **14.2 Modifications relatives au titulaire de l'accord cadre**

Toute modification affectant le Titulaire de l'accord cadre est portée impérativement à la connaissance de l'acheteur par voie électronique.

Le Titulaire y joint, le cas échéant, les justificatifs appropriés mentionnant le changement (extrait K-bis, copie de l'annonce publiée dans un journal d'annonces légales, procès-verbal, nouveau RIB, etc.).

#### **14.2.1 Modifications mineures**

Sont considérées comme mineures les modifications suivantes :

- Modification relative aux personnes ayant le pouvoir d'engager le Titulaire ;
- Modification relative à la dénomination ou raison sociale du Titulaire ;
- Modification affectant le capital social du Titulaire, sa vie sociale ou l'identité de ses actionnaires (par exemple, la mise en redressement judiciaire d'un des actionnaires) et n'emportant pas cession de l'accord cadre ;
- Modification relative à l'adresse que le Titulaire a renseignée dans l'acte d'engagement ;
- Modifications relatives aux coordonnées bancaires du Titulaire ;

Ces modifications ne nécessitent pas la passation d'un avenant mais doivent être portées à la connaissance de l'acheteur par écrit. Ces modifications peuvent entraîner la renumérotation de l'accord cadre par l'acheteur et la transmission de ce nouveau numéro au Titulaire.

#### **14.2.2 Modifications majeures**

Le Titulaire doit informer l'acheteur par écrit, dans les plus brefs délais, de tout projet de fusion ou scission dont il fait l'objet et de tout projet de cession de l'accord cadre.

Il doit produire les documents et renseignements utiles concernant les changements qu'entraînent ces opérations. Les situations entraînant une cession de marché et les conditions de son acceptation sont fixées à l'article 26.1 du présent document.

## ***15. SOUS TRAITANCE***

Sans objet



## **16. PENALITES**

Conformément à l'article 14 du CCAG/FCS, lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités de retard, il invite par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de 15 jours. A défaut de réponse du titulaire dans ce délai ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le retard ne lui est pas imputable alors les pénalités de retard s'appliquent.

Le montant des pénalités de retard d'exécution ne peut excéder 10% du montant total hors taxes du bon de commande correspondant.

### **Retard dans l'exécution des prestations de l'accord cadre**

En cas de retard imputable au Titulaire par rapport aux délais contractuels, le CNRS lui adresse préalablement, par voie électronique selon les modalités fixées à l'article 9.2 (Modalités des échanges) du présent CCAP, un courrier de mise en demeure l'invitant à exécuter la prestation concernée ou à présenter ses observations dans le délai imparti par le CNRS :

1) Si le Titulaire exécute la prestation dans le délai imparti par le CNRS dans sa mise en demeure, les pénalités pour retard ne sont pas appliquées ;

2) Si le Titulaire n'exécute pas la prestation ou ne présente pas ses observations dans le délai imparti dans la mise en demeure, le CNRS se réserve la possibilité d'appliquer au Titulaire, sans autre mise en demeure, les pénalités de retard figurant dans le tableau ci-dessous, à compter du lendemain du jour où le livrable aurait dû être initialement remis ;

3) Si le Titulaire présente ses observations dans le délai imparti, sans avoir exécuté les prestations, le CNRS peut, à sa discrétion :

- ne pas appliquer les pénalités de retard et proroger le délai d'exécution de la prestation ;
- appliquer les pénalités de retard (le cas échéant en les modulant sensiblement à la baisse) et proroger le délai d'exécution de la prestation : les pénalités applicables portent alors sur la période de retard qui court à compter du lendemain du dernier jour où le livrable aurait dû être initialement remis jusqu'au jour où le CNRS reçoit les observations du Titulaire.

La prorogation du délai d'exécution de la prestation donne lieu à l'établissement d'un planning actualisé d'exécution répondant aux conditions de l'article 4.1 (Délai d'exécution de l'accord cadre) du présent document

- rejeter les observations du Titulaire : dans ce cas, le CNRS se réserve la possibilité d'appliquer au Titulaire, sans autre mise en demeure, les pénalités de retard figurant dans le tableau ci-dessous, à compter du lendemain du dernier jour où le livrable aurait initialement dû être remis.

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble de l'accord cadre.

## **17. RESILIATION DE L'ACCORD CADRE**

Le présent article déroge à l'article 41 du CCAG/FCS. Les autres dispositions de l'article 41 sont applicables.

En cas d'inexécution ou de mauvaise exécution des obligations nées du présent marché ainsi que dans les hypothèses énoncées à l'article 41 du CCAG/FCS, le CNRS se réserve le droit de résilier le marché pour faute du Titulaire sans versement d'indemnités.

Une mise en demeure est préalablement notifiée au Titulaire l'informant :

- des motifs de la mise en demeure,
- du délai pour remédier à la situation et pour présenter ses observations,
- de la sanction encourue.

S'il n'est pas donné suite à la mise en demeure dans les délais impartis ou si les justifications apportées par le Titulaire ne garantissent pas une régularisation de la situation dans un délai raisonnable, le CNRS peut résilier unilatéralement le marché.

Le Titulaire ne peut prétendre au versement d'une quelconque indemnité pour réparer le préjudice qui résulterait pour lui de la résiliation pour faute. Il ne se verra notamment pas indemnisé de son manque à gagner afférent au marché résilié, ni de tous les frais engagés par lui antérieurement à la résiliation en vue de la réalisation des prestations afférentes au marché résilié.

La résiliation du marché ne fait pas obstacle à l'exercice des actions civiles ou pénales qui pourraient être intentées contre le Titulaire.

## ***18. PARTICULARITES POUR LE TITULAIRE***

### **18.1 Obligations de conseil**

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil et de mise en garde de l'acheteur.

Le Titulaire est expressément tenu au fur et à mesure de l'exécution des prestations qui lui sont dévolues au titre de l'accord cadre, au devoir de conseil et d'information le plus étendu lequel consiste notamment à informer complètement l'acheteur sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de quelque nature que ce soit, à lui suggérer les démarches ou solutions utiles au parfait et complet accomplissement de sa mission. Ces échanges doivent être contractualisés par écrit entre les deux parties.

### **18.2 Obligation du titulaire**

D'une manière générale, le Titulaire s'engage à respecter l'ensemble des engagements décrits dans les documents contractuels de l'accord cadre. Il se doit de réaliser les prestations de l'accord cadre conformément à la législation, à la réglementation en vigueur et aux règles de la profession.

Si le Titulaire ne respecte pas ces obligations, il peut se voir opposer la résiliation pour faute de l'accord cadre.

Le Titulaire est tenu à une obligation de résultat s'agissant notamment du respect des engagements et des délais fixés par l'accord cadre.

Il s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation des prestations demandées et apprécie sous sa responsabilité les informations, notamment techniques dont il a besoin de disposer pour assurer la bonne exécution des prestations objets de l'accord cadre.

Notamment :

- Le Titulaire s'engage à exécuter les prestations qui lui sont confiées dans les conditions des documents contractuels listés dans l'accord cadre et conformément aux exigences de l'acheteur ;
- Le Titulaire s'engage à réaliser les prestations de manière professionnelle et avec tout le soin requis et, en particulier à se conformer aux documents contractuels et aux règles de l'art applicables à son activité professionnelle, pour le type de prestations effectuées et aux éventuelles spécifications communiquées par l'acheteur ;
- Le Titulaire est responsable des fautes que son personnel pourrait être amené à commettre dans l'exécution des prestations ;
- Le Titulaire assume la responsabilité des méthodes et procédés de la qualité, du suivi et de l'encadrement de son propre personnel et de l'organisation pratique des prestations ;

- Le Titulaire s'engage à informer l'acheteur, dans les plus brefs délais, de toute difficulté, au fur et à mesure où elles sont rencontrées ou dont il aurait connaissance dans le cadre de l'exécution de l'accord cadre ;
- Le Titulaire contrôle tous les documents ou informations qui lui sont communiqués par l'acheteur et s'engage à mettre en garde l'acheteur sur toute anomalie ou omission relevée.

### 18.3 Respect des dispositions du code du travail

En apposant sa signature au bas de l'accord cadre, le titulaire ou son représentant habilité affirme, sous peine de résiliation de plein droit dudit accord cadre, que l'ensemble des prestations qu'il réalise ou qu'il sous-traite sont effectuées conformément aux dispositions du code du travail relatif notamment :

- au travail illégal
- à l'hygiène et à la sécurité,
- à l'utilisation de la main d'œuvre étrangère.

L'acheteur s'autorise, à tout moment, à prendre toutes mesures destinées à vérifier la légalité de la situation des salariés du titulaire et de ses sous-traitants à cet égard.

Par ailleurs, toute dérogation dont bénéficierait le titulaire ou l'un de ses sous-traitants eu égard à la législation applicable, ou qu'il souhaiterait mettre en place de sa propre autorité devra être signalée à l'acheteur

Le titulaire transmet tous les six mois à compter de la date de notification de l'accord cadre les pièces prévues aux articles L.8222-1 et L.8222-4 du code du travail et L.243-15 du code de la sécurité sociale sous peine de résiliation de l'accord cadre par l'acheteur aux torts exclusifs du titulaire après mise en demeure.

### 18.4. Documents à fournir en cours d'exécution

En cours d'exécution de l'accord cadre, le Titulaire s'il est installé en France doit fournir tous les six mois à l'acheteur :

- une attestation de vigilance délivrée par l'URSSAF prouvant qu'il est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations et contributions sociales ;
- une liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail comprenant les indications prévues à l'article D.8254-2 du Code du travail.

Si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, il doit fournir tous les six mois à l'acheteur :

- Un document attestant de la régularité de sa situation sociale au regard du règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ;
- Lorsque son immatriculation à un registre professionnel est obligatoire dans le pays d'établissement ou de domiciliation, l'un des documents suivants :

- a) Un document émanant des autorités tenant le registre professionnel ou un document équivalent certifiant cette inscription ;
  - b) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et la nature de l'inscription au registre professionnel ;
- En outre, le Titulaire doit présenter chaque année une nouvelle attestation d'assurance couvrant l'année en cours et l'adresser à l'acheteur par voie électronique à l'adresse qui lui sera communiquée après notification de l'accord cadre.

## ***19. CLAUSES PARTICULIERES D'EXECUTION DE L'ACCORD CADRE***

Sans objet

## ***20. RESPONSABILITE ET GARANTIE***

### **20.1 Responsabilité**

Le Titulaire assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, il est responsable de ses employés en toute circonstance et pour quelque cause que ce soit.

Il est responsable des accidents et des dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement, à son personnel ou à des tiers, à ses biens ou aux biens appartenant à l'acheteur ou à des tiers. Tant que les équipements restent la propriété du Titulaire, celui-ci est, sauf faute de l'acheteur, seul responsable des dommages subis par ces équipements du fait de toute cause.

En cas de dommage causé sur les biens de l'acheteur par le Titulaire lors de l'exécution de l'accord cadre, la procédure suivante est mise en place :

- L'acheteur constate le dommage, se prononce sur le caractère réparable du dommage et définit, le cas échéant, les actions correctives. Ces éléments sont consignés dans un procès-verbal d'incident qui est transmis au Titulaire ;
- Si le dommage est réparable :
  - Le Titulaire propose à l'acheteur de procéder, aux frais du Titulaire, à une réparation selon les modalités et les délais qu'il convient avec l'acheteur ;
  - Si aucun accord n'est trouvé sur les modalités et les délais d'intervention pour effectuer la réparation, l'acheteur peut décider de faire réparer le dommage par un tiers, aux frais du Titulaire, sur présentation de la facture.

### **20.2 Garantie de l'équipement**

Sans objet

## ***21. GARANTIES FINANCIERES***

Les stipulations de l'article R 2191-7 du code de la commande publique (retenue de garantie/garantie à première demande/caution personnelle et solidaire) ne s'applique pas au présent accord cadre.

## ***22. STIPULATION PARTICULIERE***

Toute modification par le titulaire sur l'ensemble des pièces contractuelles de l'accord cadre est nulle et non avenue.

## ***23. PROPRIETE INTELLECTUELLE***

Les dispositions du présent CCAP sont conformes au régime de propriété intellectuelle du chapitre 6 du CCAG/FCS (article 34 à 37 du CCAG/FCS)

## ***24. PROCEDURE EN CAS DE LITIGE***

### **24.1 Règlement amiable**

L'article 46 du CCAG FCS s'applique

## 24.2 Procédure contentieuse

A défaut d'accord amiable, tout litige né de l'interprétation ou de l'exécution du présent accord cadre, relève de la compétence exclusive du Tribunal administratif de Versailles dont les coordonnées sont les suivantes :

Tribunal administratif de Versailles  
56, avenue de Saint Cloud - 78011 Versailles  
Téléphone : 01 39 20 54 00  
Télécopie : 01 39 20 54 87  
Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr

## **25. REDRESSEMENT JUDICIAIRE ET LIQUIDATION DE BIENS**

L'article 39.2 du CCAG/FCS s'applique.

## **26. DISPOSITIONS DIVERSES**

### 26.1 Cession de l'accord cadre

Par cession de l'accord cadre, il est entendu tout remplacement du Titulaire par un tiers à l'accord cadre, en cours d'exécution.

Il en va ainsi de toute transmission de patrimoine ou de cession d'actifs, notamment par scission ou fusion, qui entraîne un changement de la personnalité morale du Titulaire.

La cession de l'accord cadre doit s'entendre comme la reprise pure et simple par le cessionnaire, de l'ensemble des droits et obligations résultant de l'accord cadre initial. Elle ne saurait être assortie d'une remise en cause des éléments essentiels de l'accord cadre initial tels que durée, prix, nature des prestations.

La cession de l'accord cadre ne peut se faire qu'avec l'accord préalable et express de l'acheteur qui vérifiera, notamment, si le cessionnaire présente bien toutes les garanties professionnelles et financières pour l'exécution des prestations conformément aux obligations contractuelles. Les renseignements demandés seront les mêmes que ceux qui ont été exigés du Titulaire au stade du dossier de candidature.

La cession de créance acceptée par l'acheteur fait l'objet d'un avenant.

Le Titulaire ne pourra se prévaloir d'aucune acceptation tacite.

### 26.2. Droit applicable

Le droit applicable au présent accord cadre est le droit français.

### 26.3 Cession et nantissement

Les créances nées ou à naître dans le cadre de l'accord cadre peuvent être cédées ou nanties conformément aux dispositions des articles L.2192-8 et R2191-45 à R2191-63 du Code de la commande publique.

La personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés aux articles R2191-59 à R2191-62 est le comptable assignataire désigné dans l'acte d'engagement ou son représentant habilité.

Le cessionnaire (ou bénéficiaire du nantissement) **devra notifier la cession au comptable assignataire** en tant que pièce justificative pour le paiement de la dépense dont les coordonnées figurent ci-dessous :

Cette demande doit être adressée à :

CNRS – Délégation Ile-de-France Gif sur Yvette  
Agent Comptable Secondaire  
Service Financier Achats et Comptable  
Avenue de la Terrasse - 91190 Gif Sur Yvette

#### **26.4. Mauvaise interprétation de l'accord cadre**

Si, après notification de l'accord cadre, le titulaire découvre qu'il a mal interprété le CCTP, cela ne pourra être accepté comme excuse pour dévier des présentes spécifications techniques et le titulaire devra exécuter les travaux en conformité avec le CCTP et sans coût additionnel.

Durant l'exécution de l'accord cadre, toute évolution des spécifications techniques demandée par le titulaire doit faire l'objet d'une demande écrite et soumise à la validation de l'acheteur.

L'acheteur se réserve le droit d'accepter ou de refuser ces propositions sans devoir justifier sa décision.

### ***27. LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG/FCS***

Toutes les dispositions du CCAG/FCS s'appliquent au présent accord cadre sauf stipulations dérogatoires prévues dans les clauses particulières du présent CCAP, selon le tableau récapitulatif ci-après :

<b>Articles du CCAP :</b>	<b>Articles du CCAG/FCS :</b>
3	4.2.1
9.2	11.6
17	41

En cas de clause non récapitulée dans le tableau récapitulatif ci-dessus, il est fait application prioritairement de la clause contractuelle identifiant la dérogation.